

Avenue Louise 347. Dans les caves de la Gestapo

André Dartevelle

Je remercie la Fondation Auschwitz d'avoir à nouveau braqué un projecteur sur les immeubles de la Gestapo à Bruxelles, ce patrimoine ignoré depuis des décennies.

Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que j'ai dit il y a 16 ans, en redécouvrant les caves du 347 avenue Louise¹. C'était en octobre 1994. À l'époque, je préparais un film en trois épisodes sur les Partisans Armés actifs dans la région bruxelloise. J'avais choisi trois fortes personnalités, des anciens Partisans. La lecture des dossiers de résistants dans les archives ou dans les publications avait attiré mon attention sur les immeubles occupés par la SIPO-SD (*Sicherheitspolizei – Sicherheitsdienst* : Police de sûreté – Service de sécurité) dans la capitale. J'en ai fait le tour.

Le 453 avenue Louise était le mieux connu. Il reste le symbole vivant de la Gestapo dans la mémoire collective. Davantage à cause de l'attaque aérienne de de Séllys qu'à cause de sa fonction aux mains des SS. Il est le seul bâtiment qui porte une plaque rappelant son usage sous l'Occupation. J'avais vu les murs des caves couverts de graffitis. Mais on ne pouvait rien faire.

(1) André Dartevelle et Isabelle Ponteville, *Avenue Louise 347. Dans les caves de la Gestapo*, Bruxelles, Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale, Buch Édition, 1996.

Le 347 se trouve un peu plus loin, sur le même trottoir. C'est là que les policiers nazis ont migré en février 1943 après l'attaque aérienne.

C'est au 347 que les flics nazis ont tenté d'écraser la Résistance en plein essor en 1943, c'est là qu'ils ont organisé la chasse aux Juifs dans les rues ainsi que l'ultime raffle du 3 septembre 1943 *Illtis* contre les Juifs belges. Un ballet de voitures s'est lancé vers des adresses « juives » intéressantes, où les prises matérielles complétaient les arrestations des personnes. À cette occasion, les garages du 510 avenue Louise ont servi de lieu de concentration des victimes. Je n'ai pas visité cet immeuble, je ne le connais pas.

Autre lieu de la terreur nazie, le 6 rue Traversière, l'immeuble de la GFP (*Geheime Feldpolizei* : Police militaire secrète). J'ai vu les anciennes cellules-caves, mais sans déceler aucune inscription. L'immeuble est devenu l'Auberge de Jeunesse de Bruxelles. Là aussi, les caves ont servi de salle d'attente à des tabassages et des tortures. Comme au 347 pour faire parler tout de suite les résistants fraîchement arrêtés.

À l'époque, ce qui m'avait frappé, mais sans vraiment m'étonner, c'est qu'aucun de ces immeubles n'étaient considérés comme des lieux de mémoire, comme des éléments tangibles d'un patrimoine historique et mémoriel. Je pensais qu'ils étaient des objets historiques, des objets d'histoire, qu'ils méritaient une plaque et une borne explicative comme à Paris. Dans mon esprit, ils devaient devenir des signes urbains chargés de sens. Ces lieux évoquent la réalité humaine des Résistants, là où ils ont assumé un nouveau dépassement. Là où la frontière était franchie entre la liberté et l'anéantissement, l'univers humain où ils se sont inscrits en se mettant hors-jeu socialement, à l'unisson de tous les autres Résistants et le monde muré du fascisme. Là où le combat clandestin librement assumé devenait un autre combat encore plus difficile pour survivre à la torture et à la détention contre une bureaucratie créée pour détruire les êtres humains.

J'ai réussi à convaincre le syndic du 347. Il m'avait dit : « Il n'y a rien sur les murs, tout a déjà été repeint dix fois, vous vous trompez d'immeuble. » Une fois sur place, j'ai observé les murs avec une lampe. La lumière rasante a fait apparaître des dizaines d'inscriptions. Des noms de résistants, des dates, des noms de femmes, des sentences politiques, des appels, des prières. Par chance, plusieurs caves n'étaient pas occupées dans le couloir parallèle à l'avenue Louise. Le syndic était ému comme moi. Il a tout de suite accepté de me laisser relever les noms gravés. Il y a,

dans le sous-sol du 347, vingt caves particulières. J'ai travaillé à l'époque dans quatre caves alignées sur l'avenue, les caves 16 à 19. La 17 fourmillait d'inscriptions de Résistants du Front de l'Indépendance, du MNB (Mouvement National Belge), des PA (Partisans Armés) et de militants communistes. Ces deux mouvements avaient subi des razzias ravageuses en 1943 et les victimes étaient passées par là. Hélas, les inscriptions purement scripturales non gravées étaient en grande partie effacées par les couches de chaux ou à peine lisibles.

Je me suis enfermé là-dedans pendant deux week-ends. J'ai alerté l'IRPA (Institut Royal du Patrimoine Artistique), le CEGES (Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines). Son directeur, José Gotovitch, est venu sur place. Très vite, il a décidé de lancer une publication. Une photographe, Valérie Darteville, est venue travailler plusieurs jours. Isabelle Ponteville et moi-même avons rédigé les textes. La plaquette a été publiée en 1996 par le CEGES.

Mon film est sorti sur les antennes de la RTBF, fin 1995. Les réactions ont été très bonnes. Mais malheureusement, ces efforts sont restés sans suite. Toutes les conditions étaient pourtant réunies pour aller plus loin, envisager une protection légale d'au moins une cave. Le syndic y était favorable.

Mais personne n'a pris le relais, le temps a passé. Le syndic a été remplacé. Le nouveau ne l'entendait pas de cette oreille. C'en était assez de cette histoire de SS et de Gestapo. Le drame, c'est que même la demande d'une plaque sur la façade a échoué. Un drame parce que les propriétaires et les locataires qui se sont succédés dans l'immeuble auraient compris ce que représentent les inscriptions si la plaque avait été posée. Les caves ont été rénovées, des inscriptions détruites puisqu'elles ne représentaient rien pour eux.

J'en reviens à mon film *À mon Père Résistant*. Le premier épisode est consacré à une résistante illustre, Régine Orfinger. Avocate juive du Barreau d'Anvers, rayée en 1940, elle passe avec son mari Lucien dans les rangs des Partisans Armés. Son mari, Lucien, a été responsable de l'armement des PA. Il a été dénoncé, arrêté et fusillé, victime de la razzia de juillet 1943. Cette razzia a fait disparaître des pans entiers du Front de l'Indépendance, des Partisans Armés, du Parti Communiste Clandestin. Dans mon film, Régine Orfinger est confrontée à Paul Nothomb qui semble à l'origine

des arrestations massives, *avec d'autres*. Il était le dirigeant clandestin de l'appareil militaire du Parti Communiste. Les survivants de la razzia l'ont accusé d'avoir trahi. La justice a établi ces faits, il a été condamné.

La situation du bâtiment aujourd'hui n'a pas changé, c'est un immeuble composé d'habitations et d'entreprises réparties sur dix étages : j'ai pu contacter quelques résidents récemment. Ils m'ont tous dit qu'il n'y avait plus aucune inscription sur les murs dans les caves. Une propriétaire qui possède trois appartements et qui réside là depuis longtemps m'a dit la même chose. Des rénovations profondes ont eu lieu et tout aurait été effacé. J'ai tendance à la croire. Bien qu'on m'ait dit la même chose, il y a seize ans. Donc il faut aller y voir de plus près, négocier avec les propriétaires l'accès aux caves.

Mais que faire ? La Fondation Auschwitz demande aux propriétaires de permettre le relevé de toutes les inscriptions. En échange de ce bon procédé, on renoncerait aux démarches en vue de classer les caves. Une lettre du Bourgmestre allant dans ce sens a été adressée aux propriétaires. Des interventions parlementaires ont eu lieu. Mais il faut tenir bon.

Sauver les inscriptions est la priorité. Mais personnellement, j'ai toujours estimé que les caves, l'ensemble du lieu, les couloirs et l'escalier devaient faire l'objet d'un classement comme monument historique ainsi qu'une ou deux cellules-caves témoins.

Où est le problème ? Le classement d'un bâtiment privé n'a jamais empêché les propriétaires de jouir de leurs biens. Ils ne peuvent pas y faire n'importe quoi, mais en échange, ils disposent de subsides régionaux pour l'entretien des lieux. Il y a l'obligation de l'accès au public lors des Journées du Patrimoine par exemple. Je comprends l'inquiétude de certains propriétaires. L'immeuble se trouve dans un beau quartier de l'avenue Louise, mais il y a de réels problèmes de sécurité. Il faut convaincre, rassurer et offrir des contreparties.

Si l'on est convaincu de l'importance de ce patrimoine, il n'y a pas d'autres solutions que le classement. Ceci dit, le concept de lieu de mémoire ne concerne pas que des lieux, des immeubles, mais aussi les écrits, les archives, les œuvres des historiens, les films. Je pense qu'il faudrait consacrer une nouvelle publication plus ambitieuse, plus large à cette topographie urbaine de la terreur allemande. Il faudrait, à partir des inscriptions et des témoignages dans les archives, s'intéresser aux réalités humaines que ces

immeubles évoquent irrésistiblement, s'intéresser aux personnes, Juifs raflés, Résistants arrêtés, à leur combat à la vie à la mort, au 9^e étage, au 7^e étage, dans les caves.

Je pense au texte de Jean Améry (1912-1978) sur la torture publié dans son essai *Par-delà le crime et le châtement. Essai pour surmonter l'insurmontable*². Jean Améry a été arrêté en 1943, traîné au 347 puis à Breendonk, déporté. Il s'occupait au Front d'Indépendance du Travail Allemand, la propagande en allemand destinée aux soldats ennemis. Ses pages offrent une réflexion brûlante sur le thème du premier coup, le premier coup asséné au 347. Il ne nous fait pas perdre notre dignité, dit-il, il détruit notre confiance dans le monde, il est asséné par un homme qui vous traite comme une chose et qui est lui-même une chose, il vous immerge dans son monde à lui où toute possibilité de lien humain et d'échange est impossible, où toute subjectivité est détruite.

Le premier coup fait comprendre au détenu qu'il est sans défense, et que ce geste renferme déjà tout ce qui va suivre à l'état embryonnaire. La torture et la mort dans la cellule, dont on pouvait déjà avoir eu connaissance sans toutefois que cette connaissance possède la couleur de la vie. [...] On a le droit de me donner un coup de poing dans la figure [...]. On va donc faire de moi tout ce que l'on voudra. À l'extérieur, personne n'en saura rien, et personne n'interviendra [...]. Les frontières de mon corps sont les frontières de mon Moi. La surface de ma peau m'isole du monde étranger [...].

Tout ce qui s'est joué là est relaté et décrit, il faut lire Jean Améry, Jean Cornet, Abraham Fischel, il faudrait réunir dans une œuvre toutes ces voix et les mettre dans leur contexte et en concordance. L'Histoire d'un côté et l'universel singulier des hommes et des femmes libres de l'autre. D'autres voix ont été recueillies, elles s'adressent à nous. Il suffit d'ouvrir leur livre de mémoire ou de voir les films dans lesquels les regards s'ajoutent aux mots. Des mots sur le 347. Madeleine Thonnart, les jeunes dirigeants de la branche jeunesse du Front de l'Indépendance, le RNJ [Rassemblement

(2) Jean Améry, *Par-delà le crime et le châtement. Essai pour surmonter l'insurmontable*, Arles, Actes Sud, 1995, p. 60-61. Améry n'a pas surmonté l'insurmontable. Il s'est donné la mort en 1978 à Salzbourg, dans sa patrie d'origine.

National de la Jeunesse], du moins ceux qui ont échappé à la hache, Marius et Marcel Cauvain, Franz Bridoux, Joseph Berman. Ils ont parlé pour les autres. Les lire permet de voir et comprendre comment des gens sans rien ont pu monter une machine de guerre, une guérilla efficace à partir d'une volonté politique et personnelle de légitime défense démocratique. Pourrions-nous jurer que l'expérience ne nous soit plus jamais secourable, à l'heure où la souveraineté du peuple glisse vers la souveraineté des marchés, nouveaux monstres froids et fermés ?

Un exemple de mise en valeur d'un lieu de mémoire majeur nous est fourni par ce qui a été fait à Berlin, un parti extraordinaire a été tiré des ruines du RSHA (*Reichssicherheitshauptamt* : Office central de la sécurité du Reich). Il y a aussi la publication *Topographie des Terrors*. Ce qui se fait en France aussi, les notices sur des bornes, les recherches sur les pétroglyphes résistants dans les prisons sont efficaces. Pourquoi Bruxelles devrait-elle rester une ville sans Histoire avec un grand H, livrée aux seuls médias du pouvoir et de l'argent ?